



Dossier Animation et Solidarité Internationale Se préparer à partir

SOMMAIRE

Edito. Les enjeux de l'international et de l'interculturel ... p 1

Dossier : Se préparer à partir

- Se préparer au départ et à la rencontre ... p 2
- Témoignage d'une démarche de formation, les états mentaux ... p 3
- Co-animer un centre de loisirs dans un camp de réfugiés en Cisjordanie ... p 4
- Rencontre avec l'association Femmes Actions à Rabat ... p 6
- Animer un partenariat à l'international ... p 7
- Des jeux pour partir ... p 9

Vie du mouvement

- Le groupe international des CEMEA Pays de la Loire ... p 11
- La Maison des Citoyens du Monde ... p 11
- Journée d'étude : Organisation de séjours à l'étranger ... p 12

Edito. Les enjeux de l'international et l'interculturel dans le champ de l'animation

Pourquoi un dossier spécifique sur l'international ? Parce qu'aujourd'hui, des vacances collectives d'enfants et de jeunes se développent de plus en plus dans un autre pays et avec un partenaire. C'est une réalité de fait qui inscrit des principes :

- Lutter contre une certaine approche consumériste du "voyage pour un voyage" et permettre un départ, un accueil, une rencontre éducative vers un ailleurs.
- Lutter contre les cours (renforcement linguistique) et séjours linguistiques en développement mais plutôt réfléchir aux objectifs politiques et aux pratiques qui sont sous-jacentes à l'apprentissage de la langue.

Pourquoi s'intéresser à l'international ?

Un mouvement d'éducation, comme les CEMEA, s'intéresse plus particulièrement à l'organisation collective des accueils de mineurs ainsi à la place et à l'intérêt de l'activité dans les séjours proposés... Pourtant de tout temps les numéros de «Vers l'Education Nouvelle» (VEN) ou des «Cahiers de l'Animation» peuvent témoigner d'un intérêt sur les questions liées à l'international.

Il existe effectivement plusieurs raisons pour lesquelles un mouvement d'éducation comme le nôtre se préoccupe de ces problématiques. C'est même un aspect qui distingue un mouvement d'éducation d'un espace de diffusion de pratiques pédagogiques.

Notre rapport au monde

Notre société est de plus en plus mondiale, tant dans les échanges économiques, que les déplacements de populations... Un des objectifs de l'Education Populaire

est de comprendre le monde qui nous entoure pour pouvoir agir dessus.

Nous militons pour une ouverture au monde, parce que partir ailleurs n'est pas seulement une découverte consumériste, exotique. C'est aussi prendre conscience qu'une interaction continue existe entre ce qui se passe dans un autre pays et notre quotidien. Créer cette interaction continue, en développant des projets stimulant les rencontres, entre l'ici et l'ailleurs, c'est donc contribuer à un autre rapport au monde !

Désormais le niveau local et global sont parfaitement interdépendants et indissociables avec comme objectif à terme de favoriser différentes formes de solidarités internationales et la nécessité d'une éducation au développement.

Les questions de l'immigration

La montée du racisme, des peurs liées aux questions de l'immigration, la montée dans les années 80 et 90 des idées d'extrême droite liant les questions de l'immigration et les problèmes de chômage ou de sécurité, a renforcé une forme « d'ethnisation » de l'immigration.

Or on sait que réaliser un séjour à l'étranger, se décentrer de sa propre situation peut être un outil, une occasion de mieux comprendre ce que l'on vit au local.

Rencontrer l'autre pour mieux se rencontrer : cet effet miroir permet de re-visiter ses pratiques... Effectivement rencontrer l'autre c'est toujours aussi se rencontrer soi à travers l'autre comme miroir. Partir, vivre dans un autre pays européen ou du monde, être confronté à d'autres langues, d'autres repères quotidiens et fonctionnements sociaux (les transports, les magasins, les services publics, les rituels entre les personnes, le rapport au temps et à l'espace, etc.) peuvent contribuer à la transformation de sa propre personne.

Créer des réseaux à l'échelle européenne et internationale

Il nous semble aujourd'hui plus que nécessaire de créer des partenariats pour fédérer des alternatives à une autre mondialisation et une autre Europe. Dans ces rapports, nous croyons à l'importance de la réciprocité des relations, des apports croisés de chaque partenaire, de l'innovation éducative partagée.

Les objectifs à l'échelle européenne sont de plusieurs ordres:

- Identifier les critères communs sur le sens de l'animation, de l'éducation non formelle.
- Partager les éléments de nos réalités sur l'encadrement et sur la formation.
- Identifier les critères communs sur le sens de l'animation, de l'éducation non formelle.
- Mettre en place des échanges d'animateurs/trices et de formateurs/trices.
- Faire une recherche sur les dispositifs existants sur l'éducation non formelle et sur la formation et faire émerger des consensus sur ce qui fait sens commun.

L'objectif à terme est de valoriser et faire reconnaître institutionnellement le sens et de rôle de l'éducation non

formelle (animation) et de la formation qui en découle.

C'est pour répondre à ces différents objectifs que nous nous inscrivons dans différentes actions et programmes à l'échelle européenne. Il y a entre autre une action actuellement autour d'un Programme Education et Formation Tout au Long de la Vie / GRUNDTVIG – Partenariats éducatifs avec différents partenaires: Cemea du Piémont, Institut National des Enfants et de la Jeunesse du Ministère de l'Education de la Jeunesse et des Sports de la République Tchèque, Escuela de Madrid.



Une éducation interculturelle

La question de l'interculturel pose dans un premier temps des questions dans notre rapport à l'autre. Ce rapport est complexe à mettre en oeuvre. Comment gérer le conflit accentué par les différences culturelles? Comment accepter l'autre, vivre un rapport égalitaire malgré les différentes d'approches ? Ne pas questionner ce rapport, ces sentiments diffus et complexes c'est prendre le risque de tomber dans l'ethnocentrisme (peur de l'autre, refus de la différence avec une défense du moi et un replis sur soi...) ou l'exotisme (fascination sans distanciation de l'autre...).

Cela nécessite de prendre conscience à la fois des enjeux de société et de la complexité de mettre en oeuvre cette éducation. Cette démarche éducative n'est en rien naturelle : elle se réfléchit et nécessite de construire des démarches particulières.

« Pour arriver à créer une Europe interculturelle et une autre mondialisation, il est donc nécessaire aujourd'hui d'apprendre d'abord à connaître les autres et d'apprendre à se connaître soi-même, dans un rapport permanent à l'altérité. Il faut être conscient de sa propre culture, de ses références et entrer dans un dialogue réel avec les autres pour pouvoir ensuite construire des solutions ensemble. » (VEN n°521, Janvier 2006)

Régis Balry

Responsable du secteur Animation aux CEMEA Pays de la Loire

Se préparer au départ et à la rencontre

« Rencontrer est un art difficile ; cela s'apprend ; l'enseigner à tous est la tâche première de notre communauté », Albert Jacquard.

C'est parce que nous sommes convaincus que la

rencontre avec l'autre se provoque, s'accompagne et s'apprend en vivant des expériences, en expérimentant et en s'entraînant ; c'est parce que nous sommes convaincus que « partir, vivre, travailler dans un autre pays européen ou du monde », être confronté à d'autres langues, d'autres repères et fonctionnements sociaux

peuvent contribuer à la transformation de la personne.

La rencontre, le départ est pris ici dans le contexte d'un départ : partir, pour réaliser une réelle rencontre, pour pouvoir aller vers des actions de solidarité internationale.

Il existe pour nous un processus. On ne naît pas avec une conscience internationaliste. Tout comme les idées de démocratie ne s'apprennent pas par des leçons de morales, on apprend ces valeurs avant tout par la pratique, l'apport théorique ne pouvant prendre tout son sens que s'il existe une pratique. C'est pour cela que dans nos institutions (la classe, le centre, la famille...) nous mettons en oeuvre des espaces de paroles, des espaces décisionnaires en fonction des capacités et des compétences des personnes et du groupe.

Il en est de même pour les questions liées à la solidarité internationale. Le séjour à l'étranger est une première étape, pour réaliser une rencontre, pour prendre de la distance, pour construire une relation égalitaire avec empathie, puis s'inscrire dans une relation de solidarité.

Pour mettre en oeuvre cette éducation, il faut quelques conditions :

- le projet, l'agir est un élément incontournable. «L'activité est essentielle dans la formation personnelle et dans l'acquisition de la culture»(Gisèle de Failly). Aller à l'étranger ne suffit pas. Nous pouvons complètement passer à côté de la rencontre. Il faut donc un projet auquel doit adhérer les jeunes au risque de n'être que le projet de l'équipe d'animation. Les idées de projet sont multiples: un chantier, un reportage... L'activité, surtout si elle ne se réalise pas qu'entre français mais en interaction avec les personnes du pays visité, est une occasion de faire ensemble. Étape nécessaire pour mieux se connaître pour imaginer à terme du vivre ensemble.

- Pour permettre une rencontre la dimension du groupe est importante. En partant avec des groupes conséquents sur des séjours adolescents à l'étranger, il faut par moment diviser le groupe à une taille qui permette les relations. On ne peut pas rencontrer si on arrive dans un café, sur une place à quarante...

- Préparer au départ. Il convient donc de préparer les différentes étapes mentales du séjour, travailler autour de ses représentations, avoir des espaces de paroles sur son vécu avant, dans la phase immersion, pendant le séjour et au retour. Pendant ces différentes étapes nous passons par différentes représentations. Et il convient de mettre des espaces de paroles, de travailler sur ses propres représentations pour éviter les écueils, les difficultés lors d'une rencontre. Plus nous partons loin (pas en kilomètres mais en terme de culture) plus il convient de porter une attention sur cette dimension: la

difficulté n'est pas éducative !

Former à l'interculturel ?

Peut-on parler de compétences spécifiques à l'interculturel et à l'international ? Ne faut t-il pas plutôt parler de savoir-faire ou de savoir-être ? Former à l'interculturel serait-il, dans les termes de son énonciation, une tentative d'imposition de normes dominantes à des groupes humains socialement et culturellement dominés ? Vaste programme !

Aux cours d'un atelier lors des journées de l'interculturel à Montpellier (17 – 20 Mars 2005), il a été recensé des compétences spécifiques:

- Capacité de distanciation et d'analyse
- Capacité d'écoute
- Capacité à se remettre en question et à être remis en question
- Capacité de gestion des conflits : le « potentiel conflictuel » devant être exploité au maximum. Les conflits ne doivent pas être évités, mais doivent au contraire servir de support à des apprentissages.
- Capacité à gérer son stress.
- Savoir donner ou recevoir
- Capacité d'empathie
- Savoir être humble

Sur les formations, les propositions d'éléments à traiter sont les suivantes:

- Réflexion sur le rôle du voyage et son exploitation pédagogique et sur le potentiel éducatif de transformation individuelle et collective.
- Importance des apprentissages linguistiques : la langue étant un aspect de la culture mais pas toute la culture. D'un autre côté les capacités linguistiques ne traduisent pas simplement des aptitudes à communiquer avec l'autre, mais aussi des aptitudes à comprendre et à décoder le système de référence de l'autre.
- Importance de la réflexion sur sa propre identité pour travailler sa capacité de distanciation.
- Acquisition de savoirs, de savoirs faire, de savoir être dans le cadre de l'animation et de l'encadrement des situations interculturelles.

Pour terminer, s'il est nécessaire de réfléchir à la formation ou à des situations formatives d'accompagnement au départ, il est aussi nécessaire de s'interroger aux situations de retours pour permettre dans cette prise de distance de comprendre plus avant ce qui s'est joué dans ce contexte interculturel.

Régis

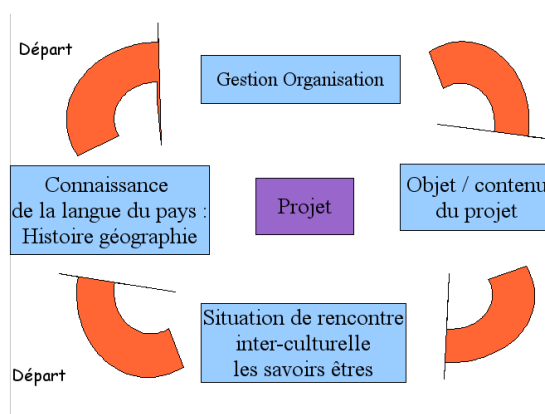
Témoignage d'une démarche de formation, les états mentaux

Premièrement nous avons du répondre en petit groupe a deux questions :

- Pourquoi une préparation au départ, est-elle importante ? Trouvez 3 mots ou 3 phrases clés.
- Donnez trois éléments qui vous semblent important dans la préparation au départ.

Puis un temps de présentation d'un schéma nous a permis de lire un projet international (schéma ci-joint)

A la lecture du schéma s'ajoute une explication des types d'actions qui concernent le public, les objectifs et



la durée du projet.

- Les objectifs du temps

Sensibilisation à la rencontre

Échanges des expériences et des réflexions

Repérages de quelques éléments de préparation à la mise en situation inter-culturelle

- Les contenus du temps

Préparation au départ et au retour: l'avant, le pendant et l'après

Travail sur le départ, l'arrivée et l'accueil

Situation de rencontre : environnement, langue, personnes, ... De quelles compétences inter-culturelles avons-nous besoin ?

- Outil : les états mentaux

Décrire son état psychologique, émotionnel, à chacune de ces étapes. Ce travail s'est effectué en petit groupe

suivi d'une retransmission.

1. Décision avant de partir

2. Préparation du voyage

3. Avant le voyage

4. L'arrivée

5. Déroulement du projet

6. Le moment du départ

7. Mémoires, souvenirs

Cette démarche est adaptable à l'organisme d'envoi et d'accueil : par exemple est-on prêt à bouleverser son quotidien ? ses repères de communication ? ses représentations et ses préjugés sur l'autre ?

Pour finir nous avons eu des mises en situations. Exemple : envoi d'un SVE (Service volontaire Européen) pendant 6 mois en Palestine, comment préparer son départ ?

Nina, Groupe International des CEMEA Pays de la Loire

Co-animer un centre de loisirs dans un camp de réfugiés en Cisjordanie (Palestine)

Les rencontres sont des éléments majeurs de notre vie, elles participent à notre construction singulière. En quoi les Cemea dans leur rencontre avec le collectif « Des ponts au delà du mur », devenu depuis le Mouvement Européen "Génération Palestine", participent-ils à ces rencontres, à ces constructions singulières qui peuvent et doivent caractériser un aspect de l'Education Populaire en France ? En quoi cet investissement est-il pertinent au regard de nos valeurs ? Quels sont les enjeux d'un tel investissement ?

Pour répondre à ces problématiques, je vous propose dans un premier temps de livrer le récit de la rencontre de ces deux mouvements, telle que je l'ai vécue, de ma place de militant des CEMEA. Puis nous nous attacherons aux enjeux de cette rencontre. Pour cela, je vais développer des questionnements sur des thèmes tels que la citoyenneté active et la construction européenne, les projets de solidarité et de coopération internationaux.

En décembre 2005, le projet « Des ponts au delà du mur », organisé par la GUPS et l'UNEF, m'a été présenté au cours d'une rencontre internationale organisée par les Cemea nationaux à Nanterre (92) Au cours de cette soirée, des choses simples et conviviales : partager un repas préparé par le collectif, échanger avec des militantEs sur les bases du projet, sonder les besoins et les attentes de chacunE, aborder les réalités et les difficultés liées au territoire Palestinien, danser le Dabké (danse traditionnelle Palestinienne). La simplicité et la convivialité sont de mise, la rencontre est là, le désir d'en savoir plus et d'agir aussi! Il ne me faudra pas plus d'une semaine pour comprendre que ce projet fait sens, qu'il marquera ma trajectoire singulière, qu'il participera pleinement à ma construction personnelle. Agir en coopération et en solidarité pose la question des enjeux éducatifs.

Parce que militer au CEMEA, c'est défendre ce droit inaliénable, l'éducation, le projet "Des ponts au delà du mur", accompagné par les CEMEA répond aux besoins du peuple palestinien. Car rencontrer est difficile, des jeunes européens ont fait le choix d'un support : l'animation. Animer un centre de loisirs dans un camp de réfugiés, avec des Palestiniens n'est pas chose aisée.

Mais avant de nous jeter corps perdu dans le travail en équipe multi-culturelle, il nous faut nous poser des questions sur notre projet, nos actions. Que veut-on faire ? animer seul avec des enfants que l'on ne connaît pas, dont on ne parle pas la langue, dont nous ne connaissons pas leurs moeurs, leurs codes sociaux, qu'allons nous leur apprendre... Ne sommes nous pas dans un risque de « pratiques colonisatrices ». Notre souhait est de co-animer un centre de loisirs, peut être même plusieurs en fonction de nos forces. Il s'agit bien de coopération : de partir du principe que chacune des personnes ont des savoir faire, des savoir être, des savoir dire qui vont se mutualiser pour la réussite d'un projet commun dans un travail en équipe multi-culturelle. Qui participe ? des animateurs volontaires, professionnels ou bien tous ceux/celles qui en ont le



désir sans pré-requis de connaissances et de compétences ? Nous affirmons l'ouverture de notre projet à tous, sans exigence particulière. Agir en coopération et en solidarité est un choix politique et éducatif.

A Fara, nous avons négocié puis fait le choix commun de répartir les enfants par tranche d'âge, constituer des équipes comprenant des Palestiniens et des européens (Italie, Suisse, France, Belgique...). Chaque équipe comprend deux référents, l'un palestinien, l'autre européen. Les référents doivent faciliter le travail des uns et des autres ensemble et faire remonter à la coordination du projet (un palestinien et un européen) les demandes, désirs, difficultés rencontrées dans les réunions d'équipes, afin de pouvoir y répondre.



Se poser la question du travail en équipe multi-culturelle consiste à se poser des questions sur le travail d'équipe de manière un peu spécifique. En effet que l'on soit dans la région du Centre de la France ou dans un camp de réfugié tel que celui de Fara, qu'est ce qui change ? Le contexte, les langues, les moeurs, mais le respect de chacun avec une place dans un collectif n'est-il pas une valeur universelle ? Prendre en compte les attentes, les appréhensions, les difficultés de chacun, tout comme les désirs de progresser, travailler avec les personnes, partir de là où en est chacunE. N'est-ce pas cela permettre à chacunE de prendre place dans l'équipe ? La barrière de la langue est souvent présentée comme un obstacle infranchissable, il n'en est rien. Comment dépasser cette difficulté ? Nous sommes partis du principe que même quand on se parle entre français, on ne se comprend pas toujours. Parler la même langue ne signifie pas se comprendre. Les mots que l'on utilise sont soumis aux sens que nous leur conférons. Alors comment faire, choisir la complexité en apprenant la langue de l'autre, choisir la tolérance en se disant que la non compréhension de l'un et de l'autre n'est pas un frein, simplement le début d'une rencontre qui ne demandera qu'à s'épanouir si chacun fait des efforts. Choisir la simplicité en partageant des instants fondés sur des éléments universels (musique, peinture...). Ou encore

faire tout cela la fois en agissant ensemble sur notre milieu, c'est le pari que nous avons fait. Nous n'avions pas tous de langues communes, seulement des langues partagées par certainE, l'arabe, l'anglais et le français. La traduction prend plus de temps ; la compréhension est parfois hasardeuse, mais nous avons la volonté de réussir ce projet. Chacun comprenait que personne dans ce projet n'est professionnel que cela soit de l'organisation d'un projet de solidarité et de coopération internationale, de la traduction ou encore de l'animation en camp de réfugiés. Ainsi nous avons fait preuve de tolérance et de compréhension, nos ambitions : rencontrer un peuple opprimé et agir avec lui pour participer l'éveil et l'éducation des enfants issus de ce camp.

Se préparer à partir... et à revenir !

Nous avons besoin de préparer l'avant, l'après et le pendant, de nous préparer dans une démarche collective. Se préparer pour partir en Palestine, c'est s'informer par le biais de rencontres avec des personnes ayant déjà vécues cette réalité, lire des ouvrages multiples, échanger sur la base d'un documentaire... Se préparer individuellement dans un collectif, c'est se poser la question de nos attentes et de nos appréhensions. Partager favorise la constitution d'un groupe, ça « solidarise ». Appréhender les réalités, anticiper le passage de l'aéroport de Ben Gourion, quel comportement avoir lors du passage des check-points... Avoir un alibi, un mobile est essentiel pour sécuriser les personnes. En effet, le visa s'obtient sur place ou pas, en fonction du degré de dangerosité de la personne et des origines de chacunE. Que mon ami français d'origine algérienne était triste et choqué d'avoir été refoulé du territoire Israélien, après de trop nombreux interrogatoires et une nuit en cellule, lui qui milite pour la reconnaissance des droits d'un peuple sur la base du droit international ; alors que moi, français et blanc, j'obtiens mon visa en quelques minutes, sans même une question !

Cependant pour pouvoir vivre cette aventure, il nous faut agir. La question du financement est essentiel dans tout projet. Nous avons choisi de faire des actions, d'obtenir des aides de collectivités territoriales comme par exemple le Conseil Général de Loire Atlantique, pour financer un fond collectif dont l'objet est de participer au financement de l'aide au départ afin de favoriser la mixité sociale.. Les militants de Génération Palestine 44 ne se composent pas uniquement des personnes qui sont parties ou qui se préparent à partir, il y a aussi des personnes qui agissent pour le collectif et qui ne partiront pas.

Et après, une fois cette aventure terminée, qu'en fait-on ? Toutes ses émotions, ses réalités, n'avons-nous pas au delà du devoir de mémoire, une responsabilité de témoigner ? Raconter ce que nous avons vécu, ce à quoi nous avons assisté, les brimades et humiliations des checkpoints qui ouvrent et ferment selon le bon vouloir du pouvoir militaire. Mais aussi les camps de réfugiés, les colonies, les routes de contournements, les villages non reconnus, les destructions de maisons. Tout ce qui caractérise l'oppression d'un peuple, la colonisation d'une terre. Au delà des mots, la douleur reste, il faut vivre avec, témoigner.

L'objet d'un témoignage ne consiste pas à faire du prosélytisme... Le temps n'est-il pas venu, dans nos

postures éducatives, de faire confiance à celles et ceux qui ont éprouvé les choses ? Leur faire confiance pour construire et réajuster nos représentations collectives, témoigner de ce qui se passe là bas, pour mieux comprendre ce qui se passe ici et ainsi être un acteur critique inscrit dans une citoyenneté active. Ce vécu nous permet de tisser des liens au local. Quelle fut belle cette soirée inter-associative organisée au Dervallière à la suite de la rencontre de ces différentes associations lors des semaines de la solidarité internationale coordonnée par la Maison des Citoyens du Monde. Rencontrer les politiques, les collectivités pour

témoigner et déposer des demandes de subventions, nous permet d'établir des partenariats, de rendre l'aventure pérenne. Ecrire un dossier de subvention, c'est aussi se préparer à partir, c'est la réalité des projets internationaux.

"Ce n'est pas parce que les situations sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas que les situations sont difficiles" (Sénèque)

Fredéric Pichard

Rencontre avec l'association Femmes action – Rabat (Maroc) et les CEMEA (France)

Je me suis rendue au Maroc pour rencontrer l'association Femmes actions du 12 au 17 avril 2008 pour les CEMEA. L'expérience d'animation autour des enjeux de la lecture et de l'écriture rendait propice cette rencontre ainsi que la possibilité pour les CEMEA d'organiser l'année prochaine un stage BAFA 3 au Maroc. Aller à la rencontre de l'inconnu, s'y préparer, c'est se poser la question de l'ailleurs. Je suis partie sans rien connaître de l'autre, du pays... quelques infos glanées sur internet et une motivation à s'immerger, propice il est vrai à se plonger dans la réalité de l'autre. Cette rencontre était pour moi une première puisque je découvrais l'association mais aussi le magreb et plus encore ses femmes...

Présentation de l'association Femmes Actions

Le but de cette association qui s'apparente à notre structuration loi 1901 est de contribuer à l'intégration des femmes et des jeunes femmes (+ de 13 ans) d'un point de vue social, culturel et économique. Ceci s'articule toujours dans une approche intégrée.

Les financements viennent des contributions volontaires de ses membres et une convention de partenariat avec le secrétariat d'état à l'alphabétisation (50%). Pas de subvention sur le fonctionnement, essentiellement dans le cadre d'appel à projet ou de programmes gouvernementaux.

L'association Femmes actions s'est créée en 1987 : l'idée a germé avec plusieurs femmes, d'agir sur du concret en donnant accès à l'éducation. Les femmes sont à l'époque absentes de toutes les hiérarchies des administrations (monopole masculin). Il faut sans doute changer cet état d'esprit, et c'est aux femmes de s'en saisir. Ainsi, les administratrices de Femmes actions sont – pour quelques unes – des cadres de l'administration avec une volonté forte, celle de s'impliquer dans ce changement.

1000 à 1200 femmes sont accueillies chaque année et Femmes actions permet à 50% d'entre elles de trouver un travail : ce sont principalement des micro-projets directs ou indirects.

Trois axes sont prioritaires pour Femmes Actions :

1. Cibler les femmes et les jeunes femmes des quartiers populaires ainsi que sur des zones rurales. Ces femmes qui principalement n'ont jamais été scolarisées.

L'analphabétisme représente 80% des femmes parce que souvent les écoles ne sont pas très motivantes, elles

sont aussi éloignées et la scolarisation prive les familles d'une main d'oeuvre pas cher dont elles ont besoin.

Femmes actions pense que l'éducation est la clé pour ces femmes : s'organiser, apprendre, comprendre permet de mieux s'insérer dans la société marocaine.

Ces femmes n'ont, de plus, pas d'information sur l'utilité de l'apprentissage, sur les choses les plus élémentaires.

C'est pourquoi cette structure propose des programmes en fonction du public qui fréquente la structure en vue d'appuyer un projet d'éducation à partir de là où elles en sont, sur ce qu'elles sont capables de faire. C'est de cette volonté que sont nés plusieurs cycles d'apprentissage, complémentaires au cycle d'apprentissage de la lecture et de l'écriture : un cycle de couture, un cycle d'éducation ménagère, un cycle d'art ménager, puis il y a deux ans un cycle d'informatique ou les femmes s'organisent sur des micro-projets. Ces projets sont en appui avec les ressources locales (l'environnement par exemple).

L'idée est que l'éducation reçue puisse s'étoffer d'un cycle d'apprentissage (formation qualifiante) qui débouche ainsi pour chacune sur une activité génératrice de revenus.



2. Faire sortir la femme de la maison en milieu rural « Je préfère être répudiée plutôt qu'analphabète ! », tel est le témoignage d'une de ces femmes qui a suivi le programme avec Femmes actions.

Ceci passe par une double action : vers les hommes tout d'abord en les informant. Et vers les femmes, en s'intéressant à ce qu'elles font de manière traditionnelle, les initier parfois aux technologies nouvelles, les informer sur de nouvelles techniques, sur des réalités économiques.

Ainsi dans les programmes de post-alphabétisation,

Femmes actions apprend aux femmes à mieux calculer leur prix de revient, à s'organiser pour consommer mieux et ne pas perdre les bénéfiques.

Créer de l'émulation et de la compétition, donner l'envie de mieux faire, de s'ouvrir à d'autres choses, telle est ici la volonté affichée.

Ainsi, Femmes Actions peut ensuite sensibiliser les femmes à l'éducation quotidienne des enfants, à l'hygiène, aux préventions des risques, à l'éducation religieuse.

Dans le monde rural, l'éducation à l'environnement est aussi importante : l'eau, les déchets, la gestion de son environnement proche sont autant de fils que l'on peut tisser avec les femmes dans une seconde phase.

3. Les femmes ont des droits : travailler à la conscientisation citoyenne

En 2002, le projet du nouveau code de la famille a inscrit le droit des femmes (« la moudawana »). Femmes Actions a ainsi initié un programme « qu'est ce que ta carte électorale ? » dans l'apprentissage de la langue.

Par un outil didactique, l'idée est de permettre aux femmes de repérer quels sont leurs droits et leurs devoirs de citoyennes marocaines.

L'association avait en effet milité pour le changement de statut de la femme et avait fait des propositions sur notamment la tutelle facultative, l'âge du mariage, la répudiation, la nationalité.

Ainsi, au delà de la formation nécessaire des femmes dans les programmes d'alphabétisation, Femmes Actions soutient, oriente, essaie de débloquent certaines situations complexes.

En 2003, le nouveau code de la famille inscrit une légitimité d'action dans les propositions de Femmes Actions : l'approche est volontariste permettant aux femmes de connaître leurs droits. L'éducation est ici un outil de lutte contre l'ignorance et la pauvreté.

Un projet de grande envergure est ainsi né pour travailler, de manière simultanée, l'information sur les droits des femmes et le programme d'alphabétisation. Avec 6 autres associations, Femmes Actions a pu développer un programme en partenariat avec le ministère de l'alphabétisation. Ceci-ci a donné lieu à une plaquette tirée à 45 000 exemplaires, rééditée deux fois. 100 000 personnes ont donc été bénéficiaires de cet outil d'information et de communication.

Dans les régions berberophones, cet outil a été traduit car pour informer les femmes, il faut parler leur langue maternelle. La réflexion se poursuit et le réseau va ainsi s'agrandir.

Une étude sur la jeune fille en milieu rural démontre les problématiques et les enjeux spécifiques en confirmant que l'analphabétisme est plus grand. Il y a toujours de grosses lacunes (notamment en pédagogie) malgré les programmes gouvernementaux et ceux soutenus par la société civile. Cette enquête a ainsi démontré qu'une fille sans éducation n'avait pas grande chance de se

marier, car les familles préfèrent quelqu'un qui pourra mieux s'intégrer.



Le contexte de cette rencontre était ouvert et ne prédisposait pas de suites à donner. Aller à la rencontre pour, sans doute, mieux comprendre qui nous sommes. Aller à la rencontre de l'autre pour constater d'une manière évidente, que les besoins sont énormes, à la hauteur de cette réalité. Aller à la rencontre de l'autre, en se demandant, si les demandes doivent être entendues pour ce qu'elles sont. Faut-il répondre à la demande ou construire ensemble une collaboration faite de contributions et de rétributions ? A travers le projet ici porté par ces femmes et le projet que je porte, celui des CEMEA, il y a un contexte propice pour l'action commune faite de contributions et de rétributions, il y a surtout des valeurs communes que je repérais au fur et à mesure de mon séjour.

Alors que dans un premier temps, je n'aurai pu entendre que la demande urgente, celle des financements, celles des enjeux urgents... une demande qui nous place en réponse à, en prescripteur de... je me suis attachée à comprendre dans les rencontres, les entretiens, les observations, ce qui faisait sens commun dans nos deux projets... Et puis il faut du temps pour la digestion, pour la compréhension, pour revenir ... de loin ! C'est vrai ! Alors, quelle place donner au temps de chacun pour ce projet commun ? Quelle réalité de projet à construire ensemble ?

Dans cette interaction des deux projets, des deux cultures, dans cet « inter », propice à la médiation, à cet entre-deux nécessaire, il reste aujourd'hui une place pour accueillir Femmes actions dans notre projet et construire ensemble des utopies concrètes... et sans doute pour Femmes actions, nous accueillir - au delà de cette phase d'immersion - dans le concret de leurs utopies, qui manifestement devient peu à peu réalité.

Anne-Claire Devoge
Cemea Pays de la Loire

Animer un partenariat international

Ma première immersion au sein des CEMEA s'est faite dans le cadre d'un travail de capitalisation des pratiques pédagogiques liées à l'interculturel. Cette mission visait à amorcer une réflexion sur ce qui favorise la rencontre interculturelle, partant du principe que cette rencontre

n'est ni automatique ni immédiate. Depuis, j'ai toujours eu à cœur de poursuivre cette démarche d'analyse et de capitalisation.

On pense, parfois à tort, qu'il suffit de partager la même philosophie d'Education Populaire pour mettre en place des projets communs. Les choses sont loin d'être aussi

simples. Aussi fondamentales soient-elles, les valeurs partagées sur l'éducation ne suffisent pas toujours à créer des partenariats internationaux équilibrés et favorisant l'échange réciproque de pratiques. Si le respect de l'autre, l'ouverture d'esprit, et la capacité d'écoute sont nécessaires, ils ne sont pas suffisants.

Loin de donner des recettes miracles ou de faire des généralisations abusives, l'objet de cet article est de souligner la complexité des partenariats et des échanges internationaux, notamment au niveau de ce que l'on appelle communément le Nord/Sud (1). Certains de ces éclairages sont d'ailleurs applicables à tout projet international, quelles que soient les aires géographiques concernées. L'objectif d'informer sur cette complexité n'est pas de décourager celles et ceux qui souhaiteraient s'investir dans ce secteur mais au contraire de donner des pistes de réflexion pour que chaque projet soit le plus enrichissant possible.

Se positionner en tant que partenaire français dans un contexte Nord/Sud

- La place de l'Histoire dans la relation avec le partenaire

En tant que mouvement d'Education Populaire, bien sûr nous voulons éviter d'adopter une posture néo-colonisatrice ou paternaliste à l'égard de nos partenaires du Sud. Le positionnement théorique est très clair et incontestable. Pour autant, il arrive que l'Histoire s'invite dans nos projets et joue les trouble-fêtes en nous rappelant que nous ne pouvons pas nous détacher complètement de notre appartenance nationale et/ou culturelle, ni faire abstraction du poids du passé.

Il peut arriver qu'un partenaire ait le sentiment que le projet lui soit imposé, qu'il n'est pas assez consulté, mais que parallèlement, nous ayons l'impression qu'il y ait eu réelle concertation et que le projet ait été élaboré en commun. Il suffit alors que le mot « néo-colonialisme » soit lâché pour que nous nous sentions tout penauds, sans nécessairement avoir une réflexion de fond sur les mécanismes de décisions ayant abouti au projet. Inversement, il peut arriver qu'aucun conflit n'éclate, que tout le monde dise être d'accord avec tout mais qu'au moment de la mise en œuvre du projet, rien ne se passe, ou bien rien ne se passe comme ce que nous pensions être prévu.

Dans ces deux cas de figure, plusieurs questions se posent. Qui est à l'origine du projet ? Qui a décidé et comment ? Qui a rédigé les demandes de subventions ? Quels sont les documents écrits, co-signés ? Dans quelle langue sont-ils rédigés ? Par qui ont-ils été traduits ? Les concepteurs du projet sont-ils ceux qui le mettent en œuvre ? Les jeux de pouvoir internes aux différentes structures partenaires sont-ils connus des autres partenaires ? Quel est le degré d'implication des bénéficiaires ? Autant de questions qui permettent de réfléchir à la démarche en profondeur et d'expliquer les écarts de perception au-delà du schéma dominants/dominés. Il est fondamental que des mécanismes de suivi et d'évaluation se mettent en place dès le début des projets et portent non seulement sur le projet lui-même mais également sur le fonctionnement du partenariat.

Si de nombreuses problématiques se retrouvent dans les projets européens (le partenariat, le travail en équipe, la

question de la langue, etc.), il me semble que les rapports de domination sont plus marqués, ou en tout cas que leur perception est différente, dans le cadre de projets Nord/Sud. La frontière entre ingérence, conseil, accompagnement, et partenariat y est parfois ténue. Ne serait-ce que parce que le bailleur de fonds qui finance un « projet de développement » nous invite à apporter notre expertise à nos partenaires du Sud mais que ce bailleur n'attend généralement pas que nos partenaires nous apportent la leur ! Comme si le Sud n'avait rien à apporter au Nord... Il faut que nous rétablissions cet équilibre qu'à la fois l'Histoire, les institutions françaises et les enjeux politiques malmènent depuis des décennies.

- L'impact des modes de financements sur les relations avec le partenaire

Comment s'attendre à avoir un partenariat équilibré lorsque les fonds apportés au projet sont majoritairement français ? Prenons le cas d'un projet franco-sud-africain : du côté français, le principal financement provient du Ministère des Affaires Etrangères (MAE). L'argent est versé aux CEMEA qui versent à leur tour les fonds au partenaire sud-africain conformément au budget. Les fonds sont versés tous les trois mois, sur présentation d'un budget détaillé pour les trois mois suivants et des justificatifs des dépenses des trois mois précédents.

Le fait que l'argent transite par les CEMEA et que ce soit aux CEMEA que le partenaire sud-africain ait à rendre des comptes, induit un certain type de relations. Quand bien même les CEMEA sont un partenaire et non un bailleur, les partenaires sud-africains ont malgré tout l'impression de devoir conduire en permanence une « opération séduction » auprès des CEMEA pour pouvoir toucher de l'argent, alors que le partenariat pourrait être équilibré, et la transaction financière n'être qu'une modalité pratique.

Différentes perceptions d'un même projet : importance d'explicitier et de décoder

Quand bien même il existe un document commun résumant l'essence d'un projet lui aussi commun, soyons réalistes : chacun a sa propre lecture du document. Ainsi, ne considérons pas que parce qu'à l'issue de la première rencontre, tout le monde semble être sur la même longueur d'ondes, cela signifie que le projet nouveau-né est le même pour tous ses acteurs. Il risque d'y avoir des interprétations différentes selon les personnes, selon les structures, selon les pays. La difficulté est plus grande lorsque l'on intègre un projet en cours de route. Chacun, en vous éclairant sur la nature du projet, vous en présente sa propre perception, sans réaliser qu'il s'agit d'une façon de voir parmi d'autres. Vous devez alors croiser les perceptions avec des comptes-rendus, faire des recoupements entre les témoignages et la documentation écrite afin de comprendre la vision commune du projet.

Par ailleurs, des mots ou des concepts (cf. « animateur », « laïcité ») apparemment similaires revêtent des réalités différentes. Il est donc important de toujours veiller à interroger ses partenaires et à s'interroger sur sa tendance à lire un évènement ou un comportement avec sa propre grille de lecture afin de ne pas transposer un modèle franco-français.

La compréhension du contexte politique, culturel et historique n'est pas accessoire pour mener à bien un projet de partenariat. Ne serait-ce que pour éviter le piège du relativisme culturel : on qualifie parfois à tort des pratiques de « culturelles » qui sont en réalité liées à une combinaison de facteurs économiques, politiques, sociaux. Avoir des connaissances sur un pays ne se limite pas aux aspects culturels visibles. Il est important de connaître des éléments de son histoire, de sa vie politique, de son secteur économique, de sa démographie, etc. pour mieux comprendre d'où viennent nos partenaires, en tant qu'organisation, mais aussi en tant que personnes.

Nécessité de l'échange Nord/Sud

Les bailleurs de fonds affectionnent particulièrement le terme d'« expertise » mais ils ne l'appliquent trop souvent qu'au Nord. Il est donc nécessaire que nous réfléchissions aux moyens de valoriser et reconnaître les expertises, les expériences, les savoirs faire de chacun, au Sud comme au Nord, et de permettre qu'ils soient partagés dans une construction commune.

Atteindre un tel objectif relève de notre responsabilité et de celle de nos partenaires. S'il arrive que – souvent inconsciemment – nous nous laissions submerger par la culpabilité relative à l'histoire de notre pays, nos partenaires se complaisent parfois eux-mêmes à jouer les victimes, chacun restant finalement dans son rôle de composition. Il faut que chacun parvienne à s'affirmer sans s'imposer.

Lorsqu'on a réussi dans le cadre d'un partenariat à aborder ces questions et à vivre des conflits, c'est qu'on a déjà fait un bout de chemin dans la compréhension mutuelle. Nous le prônons lorsqu'il s'agit d'échanges de jeunes, estimant qu'une rencontre où tout se passe bien, risque d'être une rencontre où rien ne se passe. C'est la même chose à l'échelle d'un partenariat : pour comprendre l'Autre, il faut nécessairement passer par des incompréhensions et toujours chercher à décoder,

Des jeux pour partir

Dans ce texte, sont présentés des petits jeux linguistiques, ayant pour objectifs le déblocage linguistique, apprendre quelques mots dans d'autres langues, puis des démarches qui visent la préparation au départ et le travail sur les préjugés et toutes autres formes de représentations. Ces jeux et démarches peuvent viser plusieurs contextes et plusieurs publics : chaque jeu et démarche sont composés de propositions quant aux publics visés.

Ces jeux ont pour objectif premier de prendre du plaisir, il est donc clair s'extraire du jeu doit être possible à tout moment. Les objectifs éducatifs de ces jeux sont : premièrement de permettre aux joueurs et joueuses de rentrer en communication les uns/unes avec les autres et ce même si il ne parle pas la même langue ; ensuite ils favorisent le déblocage linguistique, car jouer devient plus fort que la peur de l'autre et de sa langue, de plus ils permettent d'être dans de la communication non verbale, sans exclure des personnes qui seraient à l'aise avec les langues étrangères.

Les jeux linguistiques sont à la fois des supports à la rencontre mais également à l'apprentissage de la langue de l'autre, de sa culture. C'est se désinhiber des peurs

expliquer, transmettre car rien ne va de soi. Parlons avec nos partenaires de la colonisation, de la guerre d'Algérie, de la France-Afrique, bref de la place de l'Histoire dans le positionnement de chacun sur l'échiquier mondial. Le travail commun de mémoire est une étape nécessaire à la mise en place de partenariats constructifs et durables.

C'est sans doute parce que des espaces de discussion existent dans le cadre de rencontres de praticiens (enseignants, formateurs, animateurs, etc.) que l'échange de pratiques fonctionne bien au niveau pédagogique. Cette démarche est fructueuse car il existe des valeurs et un objet d'échange communs qui dépassent l'appartenance culturelle. Chacun tente de situer la pratique professionnelle de l'Autre dans un contexte différent du sien. C'est à mon avis ce type d'échanges qu'il faut développer au niveau Nord/Sud, un secteur qui trop souvent manque de réciprocité.

En guise de conclusion, il est important de rappeler le contexte politique dans lequel nous intervenons. Le Président de la République nous affirmait en juillet 2007 à Dakar, que « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire ». Dans ce discours aux relents colonialistes et culturalistes, il nous présente une Afrique marquée selon lui par l'irrationalité de l'Homme africain et son incapacité d'envisager le futur. Face à une telle régression, il est d'autant plus important d'encourager les échanges avec ce continent et plus généralement les pays du Sud, afin de sortir du misérabilisme ambiant et de développer la notion de réciprocité dans nos projets.

Anne-Cécile ORAIN - Juillet 2008

1. J'ai choisi cette appellation Nord/Sud, en référence au secteur Nord/Sud du Département des relations Européennes et Internationales de l'Association Nationale des CEMEA. Même si mes remarques peuvent sans doute être élargies, je tiens à signaler que mon expérience concerne surtout des partenariats dans des pays d'Afrique Sub-saharienne.

de la différence et de l'inconnu par la connaissance, mettre de côté ce qui sépare et permettre la communication.

Journal " Anim'Acteur "

Responsable de la publication : Anne-Claire Devoge, directrice territoriale

Comité de rédaction : Régis Balry, Lionel Boucher, Anne-Claire Devoge, Vincent Harel, Véronique Leroux, Stéphane Bertrand, Frédéric Pichard, Anne-Cécile Orain, Nina Chabroux.

Tirage : 1200 ex.



«Avis de tempête, polyglottes»

Âge : A partir de 8 ans.

Disposition : le groupe est assis sur des chaises en rond, seule une personne est au centre du cercle.

Durée : Au moins 30 minutes, jusqu'à 1h maximum.

Effectif : Au minimum 10 joueurs/joueuses.

Matériel : Des chaises, autant que de jeunes moins une. Un paper board ou un tableau et de quoi y écrire.

Structure : Un contre tous/toutes.

Principe du jeu : Les joueurs et les joueuses sont assis-es sur les chaises. Une personne se tient au centre et désire s'asseoir sur l'une de ces chaises mais elles sont toutes prises ! Pour en libérer une, il va falloir qu'elle fasse se lever les participant-es. Pour se faire, elle doit dire un mot. Celui-ci fait se lever et changer de place ceux qui possèdent ce mot. L'objectif est donc pour la personne du milieu de réussir à se trouver une place assise.

Le jeu commence : On demande aux participant-e-s du jeu de nous dire plusieurs mots (environs 5, par exemple) : bonjour, manger, boire, dormir, merci ; mais dans 2 ou 3 langues différentes. On va ensuite attribuer un des 5 mots à chacune des personnes. Il y aura donc des joueurs et joueuses qui auront le mot, bonjour, le

mot manger, le mot boire... multipliés en plusieurs langue. Les participants sont tous assis sur une chaise (disposées en rond). Une seule personne n'a pas de chaise : elle est debout au centre de ce cercle.

Le jeu se déroule : La personne au centre du cercle dit un des 5 mots dans la langue qu'elle veut à condition qu'il soit inscrit sur le tableau pour que tout le monde en ait la traduction. Si cette personne appelle les « bonjour » en disant « buongiorno » (en italien), tous les « bonjour » se lèvent et changent de place. Pendant ce temps la personne qui était au centre essaie de se trouver une place assise. Il restera donc une autre personne sans chaise une fois que tous les autres participant se seront assis. Cette personne dira à son tour l'un des 5 mots dans la langue qu'elle veut pour se trouver une place assise.

Le jeu s'achève : Quand les joueurs et les joueuses ne veulent plus jouer.

Remarques Pédagogiques : Ce jeu permet de provoquer une rencontre entre les langues et les cultures, mais également d'assimiler facilement des mots de base dans une langue étrangère et de faire partager aux autres sa propre langue. C'est une ouverture vers l'échange de vocabulaire et l'apprentissage de la langue de l'autre.

«Rallye photos»

Âge : Selon la taille de la ville et la maîtrise de la langue, il peut être fortement conseillé de prévoir un adulte qui accompagne les enfants ou les jeunes. Ce jeu peut se faire à tout âge. Mais il convient d'adapter les questions posées.

Disposition : Immersion dans un environnement où il est possible d'avoir accès aux habitants : ville ou village.

Durée : Au moins 1h , jusqu'à 2h maximum.

Effectif : Aux minimum 10 joueurs/joueuses.

Matériel : Des photos, avec au dos des questions sur la photo elle même, du papier et des crayons.

Structure : opposition entres plusieurs équipes de 3 à 4 personnes.

Principe du jeu : Plusieurs équipes, chacune constituée de 3 ou 4 joueurs, partent dans les rues de la ville ou du village. Elles ont chacune un petit album photo et au dos de chacune des photos se trouve une question sur l'objet de la photo en question.. Chaque équipe doit essayer de répondre à un maximum de questions.

Le jeu commence : Les joueurs et joueuses doivent se mettre en équipe de 3 ou 4 personnes, ces équipe ont chacune leur album photos. Au dos de ces photos des questions. A l'aide des habitants et de leurs mémoires, les équipes vont tenter de répondre à un maximum de questions en un minimum de temps. Au signal de départ chaque équipe part dans la ville ou le village.

Le jeu se déroule : Photos après photos et questions

après questions, les jeunes tentent de faire le moins d'erreur en un minimum de temps, ceci grâce a l'aide des habitants qui les conseillent, les orientent voir même répondent à leurs questions.

Le jeu s'achève : A l'heure de fin, toutes les équipes se réunissent au lieu de RDV donné au départ et le groupe de pilotage du jeux récolte les albums photos et les réponses. On regarde alors collectivement les réponses de chaque équipe en effectuant un travail de mise en commun des réponses trouvées. Le groupe de pilotage donne le résultat, l'équipe gagnante est celle qui a commis le moins d'erreur et qui a mis le moins de temps a trouver ses réponses.

Remarques Pédagogiques : Ce jeu permet de provoquer une rencontre entre la population et les jeunes. Malgré des différences culturelles et linguistiques, on observe que les jeunes rentrent en communication avec la population soit par des mots, soit par des gestes, tout ce qui leurs permet de communiquer et d'atteindre leurs objectifs. Demander son chemin à un passant devient tout de suite moins difficile. Il est préférable cependant de faire ce jeu dans un environnement que les jeunes connaissent déjà, on peut imaginer de faire faire aux jeunes un parcours d'orientation avec des cartes un ou deux jour avant de faire le rallye photo. Ce jeu participe à une découverte culturelle, touristique de la ville mais sous un autre angle, car les guides sont les habitants eux même. Les questions posées peuvent avoir un aspect comique, historique, artistique, tout ce que le groupe qui pilote le jeu a le désir de faire découvrir et partager.

«Le jeu des villages»

Âge : A partir de 10 ans.

Disposition : les équipes sont dans des lieux différents ou bien espacés autour d'une table avec des chaises.

Durée : Au moins 1h, jusqu'à 2h maximum.

Effectif : Aux minimum 10 joueurs/joueuses.

Matériel : Des chaises et des tables, assez pour que chaque équipe ait sa table et que chaque joueur et joueuse ait une chaise. Des jeux de cartes simples (32

ou 54) ou un jeu de Uno... Au moins un par équipe.

Structure : En premier lieu le jeu se fait en interne de chaque équipe, puis entre les équipes.

Principe du jeu : Chaque équipe a son jeu de carte. Dans un premier temps, elle invente des règles, ensuite elle y joue, puis au signal les gens peuvent changer de village pour aller découvrir les jeux qui ont été inventés et qui se jouent dans les autres équipes. La seule consigne étant de garder toujours au moins une personne qui connaît les règles du jeu. Les participants qui connaissent les règles du jeu du village dans lesquels ils se trouvent sont en droit de transmettre les règles dans leur totalité, partiellement, ou pas du tout. Puis après environ 20 à 30 minutes de jeu tous les participants deviennent muets et ne peuvent plus communiquer verbalement. Le temps de jeu est ensuite d'une durée de 20 min environ.

Le jeu commence : Les joueurs et joueuses doivent se mettre en équipe de 3, 4 ou 5 personnes. Ces équipes ont chacune un jeu de cartes, elles ont alors 15 minutes pour inventer les règles du jeu de leur village et pour le tester entre eux. Ensuite, au signal, les habitants de ces différents villages peuvent changer d'équipe mais au moins un ou une des habitants doit rester dans le village.

Le jeu se déroule : Les villageois et villageoises passent

de villages en villages et découvrent petit à petit les codes des autres villages, les règles de leurs jeux. Mais plus ou moins facilement. En effet les natifs de chaque village peuvent transmettre ou pas les règles de leurs jeux. Le phénomène se complexifie encore plus au bout de 30 minutes de jeux car les participants n'ont plus le droit de parler, ni de communiquer verbalement.

Le jeu s'achève : A l'heure de fin, toutes les équipes se réunissent et discutent ensemble de ce qu'ils ont vécu, les moments de plaisir, pourquoi ? Les moments de difficultés, si il y en a eu et lesquels ?

Remarques Pédagogiques : Le parallèle avec la question d'inter-culturel est simple à faire. En effet ce jeu pose plusieurs questions : l'intégration, accueillir une personne qui vient d'ailleurs, c'est partager nos codes culturels, comme les règles d'un jeu. Car si on ne connaît pas les règles on ne peut pas jouer et prendre du plaisir. On ne peut pas comprendre les rapports entre les individus et être compris de façon équitable. Connaître les codes de l'autre, c'est le connaître un peu mieux et être en capacité de vivre ensemble. Cela pose aussi la question de la langue. Comment communiquer si on ne parle pas la même langue et que l'on ne se comprend pas afin de partager ces codes qui nous sont si précieux pour notre intégration ?

Vie du Mouvement

Groupe International des CEMEA Pays de la Loire

Le groupe est actuellement composé de 19 personnes et a pour objectifs de :

- Renforcer la mobilité des professionnels et des volontaires, afin de faire vivre à de futurs accompagnateurs la pédagogie du départ.
- Renforcer la mobilité des jeunes, par une aide méthodologique.
- Travailler sur la pédagogie du départ, de la rencontre.
- Permettre une éducation à l'Europe et au monde, afin de s'inscrire dans une citoyenneté active, consciente des particularités des pays.
- Développer des pratiques interculturelles, et offrir aux

citoyens des possibilités d'apprentissage de l'altérité tout au long de sa vie.

- Aider, favoriser l'émergence de projets solidaires, pour rendre concrète la rencontre.

En 2007, le groupe a travaillé à l'organisation de stage BAFA à l'étranger, et d'une journée d'étude et d'un séminaire international sur l'éducation non-formelle. Il accompagne des structures locales au départ de projets internationaux de jeunes. Il organise aussi des temps de formation pour ses membres.

Le groupe est ouvert

Contact : Régis, au 02 51 86 02 60

La Maison des Citoyens du Monde de Nantes

En 2008, les CEMEA Pays de la Loire ont décidé d'adhérer à la MCM et ainsi rejoindre 50 autres associations et des individus pour oeuvrer pour des objectifs et des actions communs.

Créée en 1996 à l'initiative de quatre associations : l'Assemblée Européenne des Citoyens, Frères des Hommes, Enfants Réfugiés du Monde et la Cimade, la Maison des Citoyens du Monde regroupe une cinquantaine d'associations et une trentaine d'adhérents individuels.

C'est en particulier lors des mobilisations liées aux conflits d'Ex-Yougoslavie et du Rwanda que des associations ont pris conscience que les questions de développement et de solidarité internationale devaient s'articuler avec celles de la défense de droits de l'Homme et de la citoyenneté.

Cette association intervient dans les domaines des droits

de l'Homme, de la solidarité internationale et de la citoyenneté.

La Maison des Citoyens du Monde c'est...

Un espace qui s'adresse à toutes personnes ou associations désireuses de s'informer, s'engager, agir... en citoyens du monde

Un lieu d'accueil et d'informations

Un lieu de débats ou de projets sur les relations Nord/Sud, Est/Ouest ...ouvert à un large public pour construire des projets communs favorisant l'engagement et le développement équitable ici et là-bas

Un espace de projets et d'initiatives encourageant l'engagement des jeunes

Un lieu de formation dans un esprit d'éducation populaire
Un centre de ressources RITIMO, comprenant des livres, périodiques, brochures, dossiers de presse, productions documentaires, bases de données consultables sur place ou via internet, des outils d'animation (expositions,

vidéos, diaporamas, jeux, mallettes pédagogiques).

La Maison des Citoyens du Monde a pour objectifs de :

Présenter des échanges autour des expériences de développement favorisant l'équité dans les rapports Nord/Sud et Est/Ouest.

Faire connaître les engagements et initiatives de la société civile.

Informier sur les conflits dans le monde d'un point de vue citoyen.

Créer des liens avec les acteurs du développement et les défenseurs des Droits Humains en France et à l'Étranger.

Développer des partenariats tant à Nantes que sur le Département et la Région

La Maison des Citoyens du Monde, une dynamique citoyenne...

Avec des associations couvrant les questions de développement, citoyenneté et droits humains et des

adhérents individuels se retrouvant pour échanger, se former, s'informer, mutualiser leurs compétences, leurs savoirs et leurs expériences notamment autour de l'organisation des temps forts.

Ces temps forts s'adressent au grand public à travers des expositions, conférences-débats, animations pédagogiques, artistiques et culturelles.

Labellisée « Maison de l'initiative des jeunes » par la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports des Pays de la Loire, la Maison des Citoyens du Monde est un lieu d'information et d'accompagnement pour les projets portés par les jeunes.

Créée avec l'appui de la Ville de Nantes, la MCM reçoit le soutien du Conseil Général, du Conseil Régional, de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports et de Nantes Métropole.

MCM : 8 rue Lekain, 44000 Nantes - 02 40 69 40 17

Journée d'étude

Organisation des séjours à l'étranger 14 Novembre 2008

Le Mans

Journée gratuite

Les séjours à l'étranger sont une réalité du paysage français. Ils permettent parfois à des jeunes mineurs de partir dans un pays étranger pour la première fois.

Mais comme la disait Albert Jacquard « Rencontrer est un art difficile; cela s'apprend; l'enseigner à tous est la tâche première de notre communauté. »

L'objectif de cette journée d'étude est donc de contribuer à la nécessaire réflexion pédagogique sur la mise en oeuvre de ces séjours.

Les axes de réflexions seront les suivants :

- La préparation en amont. Nécessité de se préparer (travail autour des représentations mentales...) tant au niveau de l'équipe que des jeunes.
- Un partenaire sur place, dans le pays étranger. Est-ce une nécessité? Quels intérêts éducatifs? Quelle est sa fonction (organisationnelle, pédagogique afin de permettre la rencontre...)
- Qualification et compétences des animateurs
- Quels projets pédagogiques pour quelle rencontre?



La journée se déroulera le 14 novembre 2008, dans les locaux des CEMEA, 71 avenue Yzeux, 72000 Le Mans, de 10h00 à 16h00.

Cette journée est organisée par l'Association Nationale des CEMEA et par le Groupe Internationale des CEMEA Pays de la Loire.

L'inscription à cette journée est possible sur notre site ou par téléphone.

CONTACTS

CEMEA Pays de la Loire

15 bis allée du Commandant Charcot 44000 Nantes - 02 51 86 02 60
71 avenue Yzeux 72000 Le Mans - 02 43 82 73 08
37 boulevard des Deux Croix 49000 Angers - 02 41 25 31 55

accueil@cemea-pdll.org
www.cemea-pays-de-la-loire.org